

## MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

#### **Personne publique :**

**Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement  
(Institut Agro)**

Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP)

Siège social : 42 rue Scheffer – 75016 Paris

**Au titre de son école interne Institut Agro Montpellier**

2 place Pierre VIALA – 34060 Montpellier Cedex 2

**Au titre de son école interne Institut Agro de Rennes-Angers**

65, rue de Saint-Brieuc – CS 84215–35042 Rennes Cedex

**Au titre de son école interne Institut Agro de Dijon**

26 boulevard du Docteur Petitjean – 21000 Dijon

**OBJET : Prestations de transport routier de personnes avec chauffeur pour les besoins  
des écoles de l'Institut Agro**

**Affaire n°26A0001**

Etabli en application de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative et du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

Appel d'offres ouvert européen en application des articles L. 2124-2, R. 2131-16 à 18, R. 2124-2 et R. 2161-2 à 5 du code de la commande publique.

## SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DE LA CONSULTATION ET DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1	Objet du marché	4
1.1-1	Objet	4
1.1-2	Décomposition du marché public	4
1.1-3	Evolution technologique, technique, réglementaire ou législative (clause de réexamen)	4
1.1-4	Marché de prestations similaires	5
1.2	Forme, procédure et mode de passation	5
ARTICLE 2	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	5
2.1	Pièces contractuelles	5
2.2	Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles	6
ARTICLE 3	MODALITES D'EXECUTION	6
3.1	Modalités de passation des commandes	6
3.1-1	Ordres de service	6
3.1-2	Délais d'exécution	6
3.1-3	Traitement des commandes	7
3.1-4	Délais de validité des bons de commande	7
3.2	Réexamen du marché public	7
3.2-1	Modification du périmètre du marché	7
3.2-2	Cession de marché ou modification de la composition du groupement	7
3.3	Dématérialisation de l'exécution des marchés	7
ARTICLE 4	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	8
4.1	Transmission des documents justificatifs de l'absence de motifs d'exclusion	8
4.2	Modification des données administratives (clause de réexamen)	8
4.3	Obligation de conseil	9
4.4	Discrétion et confidentialité	9
4.5	Accès	9
4.6	Assurances	9
4.7	Sous-Traitance	10
ARTICLE 5	OPERATIONS DE VERIFICATION ET ADMISSION	10
5.1	Opérations de vérifications-Décisions après vérifications	10
5.2	Vérifications simples	10
5.3	Vérifications approfondies	10
5.4	Décisions de l'administration	11
ARTICLE 6	PENALITES	11

6.1	Généralités	11
6.2	Pénalités liées à l'exécution des prestations	11
6.3	Pénalités pour autres litiges d'exécution	12
6.4	Pénalités liées à la sous-traitance, au détachement et aux obligations sociales	12
6.4-1	Pénalités relatives à l'absence de déclaration d'un sous-traitant	12
6.4-2	Pénalités relatives la déclaration de détachement	13
6.4-3	Pénalités relatives au non-respect des obligations en matière de détachement de salariés étrangers	13
6.4-4	Pénalités applicables en cas de non transmission de la liste nominative des salariés soumis à autorisation de travail	13
ARTICLE 7	MODALITES FINANCIERES	13
7.1	Modalités de détermination des prix	13
7.1-1	Caractéristiques et contenu des prix	13
7.1-2	Variation et prix de règlements	13
7.2	Modalités de règlements des comptes	15
	Règlement du prix des prestations (clause de réexamen)	15
7.2-1	Modalités de facturation	15
7.3	Intérêts moratoires	16
7.4	Avance	17
7.5	Retenue de garantie et cautionnement	17
7.6	Acomptes et paiements partiels définitifs	17
7.7	Cession ou Nantissement	17
ARTICLE 8	SAUVEGARDE, REDRESSEMENT, liquidation judiciaire, RESILIATION ET EXECUTION PAR DEFAULT	17
8.1	Sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire	17
8.2	Résiliation	18
8.3	Exécution par défaut	18
ARTICLE 9	DISPOSITIONS PARTICULIERES	18
9.1	Langue	18
9.2	Droit applicable	18
9.3	Monnaie	19
ARTICLE 10	DIFFERENTS ET LITIGES	19
ARTICLE 11	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	19

## **ARTICLE 1 OBJET DE LA CONSULTATION ET DISPOSITIONS GENERALES**

### **1.1 Objet du marché**

#### **1.1-1 Objet**

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de transport routier de personnes avec chauffeur pour les besoins des écoles de l'Institut Agro.

La nature des prestations et leurs modalités d'exécution sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

L'Administration se réserve la possibilité de commander, à titre accessoire et, dans le cadre de l'accord-cadre à bons de commande, des produits de même nature, similaires ou associés.

#### **1.1-2 Décomposition du marché public**

Le marché public est décomposé en 5 lots définis comme suit :

- **Lot n°1** : Prestations de transport routier de personnes avec chauffeur pour les besoins de l'Institut Agro Montpellier ;
- **Lot n°2** : Prestations de transport routier de personnes avec chauffeur pour les besoins de l'Institut Agro Dijon pour le site de Dijon ;
- **Lot n°3** : Prestations de transport routier de personnes avec chauffeur pour les besoins de l'Institut Agro Dijon pour le site de Marmilhat ;
- **Lot n°4** : Prestations de transport routier de personnes avec chauffeur pour les besoins de l'Institut Agro Rennes-Angers pour le site de Rennes ;
- **Lot n°5** : Prestations de transport routier de personnes avec chauffeur pour les besoins de l'Institut Agro Rennes-Angers pour le site d'Angers.

#### **1.1-3 Evolution technologique, technique, réglementaire ou législative (clause de réexamen)**

##### *1.1-3-1 Evolution technologique ou technique*

En cas d'évolution technologique ou techniques en cours d'exécution du marché public, le titulaire aura la possibilité, après accord de l'administration de modifier ou remplacer les fournitures ou services objets du marché public par des fournitures ou services plus performants ou adaptés aux besoins, sans supplément de prix.

En cas d'évolution technologique ou technique majeure, l'administration se réserve le droit de résilier le marché public sans indemnité, après un préavis de trois mois, par dérogation à l'article 38 du CCAG-FCS.

##### *1.1-3-2 Evolution réglementaire ou législative*

Le marché public est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché public, que ce soit sur un plan technique et/ou financier et/ou sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché public.

L'acheteur pourra modifier le marché public afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation, en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du code de la commande publique. En cas de refus de la part du titulaire, le marché public sera résilié sans indemnisation.

Ce changement fera l'objet de modifications de marchés publics.

### 1.1-4 Marché de prestations similaires

Conformément aux articles R. 2122-4 et R. 2122-7 du code de la commande, un marché public pourra être passé pour la réalisation de prestations de services similaires à celles du présent marché public.

### 1.2 Forme, procédure et mode de passation

La consultation aboutira à un accord cadre à bons de commande conformément aux articles L.2125-1 1°, R.2162-1 et 2, R.2162-4 à 6 et R.2162-13 et 14 du code de la commande publique.

Les montants maximums pour chaque lot sont les suivants :

Lot(s)	Désignation	Montant maximum sur 4 ans en € HT
1	Prestations de transport routier de personnes avec chauffeur pour les besoins de l'Institut Agro Montpellier	676 000€
2	Prestations de transport routier de personnes avec chauffeur pour les besoins de l'Institut Agro Dijon pour le site de Dijon	343 200€
3	Prestations de transport routier de personnes avec chauffeur pour les besoins de l'Institut Agro Dijon pour le site de Marmilhat	20 800€
4	Prestations de transport routier de personnes avec chauffeur pour les besoins de l'Institut Agro Rennes-Angers pour le site de Rennes	260 000€
5	Prestations de transport routier de personnes avec chauffeur pour les besoins de l'Institut Agro Rennes-Angers pour le site d'Angers	156 000€

Pour chaque lot, le marché public sera conclu pour une durée d'un an à compter de sa date de notification.

Les prestations sont exécutées à compter de la date de notification de l'accord-cadre, à l'exception du lot n°1, pour lequel l'exécution des prestations débute à compter du 16 février 2027 (date de fin du précédent marché, ou à la date de notification si celle-ci est postérieure.

*Clause de réexamen :*

Pour chaque lot, le marché est reconductible. Il sera renouvelé annuellement de manière tacite par l'acheteur dans la limite totale de 4 ans (période ferme comprise). En cas de non reconduction, le titulaire sera informé 2 mois avant la date prévue pour la reconduction.

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

Les candidats sont autorisés à répondre à un ou plusieurs lots.

## ARTICLE 2 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

### 2.1 Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, et en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre :

- ✓ **L'acte d'engagement** (formulaire ATTR11) par lot à compléter et à signer par l'attributaire du marché uniquement et son **annexe** :
  - Annexe n°1 – BPU Lot 1 – Site de Montpellier ;
  - Annexe n°1 – BPU Lot 2 – Site de Dijon ;

CCAP - Affaire n°26A0001 - Prestations de transport routier de personnes avec chauffeur pour les besoins des écoles de l'Institut Agro

- Annexe n°1 – BPU Lot 3 – Site de Marmilhat ;
  - Annexe n°1 – BPU Lot 4 – Site de Rennes ;
  - Annexe n°1 – BPU Lot 5 – Site d'Angers.
- ✓ Le présent **cahier des clauses administratives particulières (CCAP)** commun à l'ensemble des lots ;
  - ✓ Le cahier des **clauses techniques particulières (CCTP)** commun à l'ensemble des lots ;
  - ✓ Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (**CCAG-FCS**), approuvé par l'Arrêté du 30 mars 2021 ;
  - ✓ **L'offre technique du prestataire (cadre de réponse technique par lot)** et le cas échéant les pièces supplémentaires présentées par le Titulaire (mémoire technique, plans, CV, etc.).
  - ✓ Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché public ;

Seuls, les exemplaires des documents, listés ci-dessous et conservés par le Pouvoir Adjudicateur, font foi.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG FCS, seul l'acte d'engagement et ses annexes font l'objet d'une notification au titulaire.

## **2.2 Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles**

Le présent accord-cadre constitué des documents contractuels, définis supra, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le Titulaire ne peut s'intégrer au présent accord-cadre. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures et des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

Toute clause portée aux conditions générales de vente du Titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces ci-dessous, constitutives du présent accord-cadre, est réputée non écrite.

Les pièces générales (CCAG-FCS), normes, lois et décrets, spécifications techniques applicables, bien que non jointes matériellement au présent accord-cadre, sont réputées parfaitement connues par le Titulaire. Ce dernier ne peut donc en invoquer son ignorance pour se soustraire aux obligations qui y sont contenues.

## **ARTICLE 3 MODALITES D'EXECUTION**

### **3.1 Modalités de passation des commandes**

#### **3.1-1 Ordres de service**

Par dérogation à l'article 2 du CCAG FCS, les décisions relatives aux modalités d'exécution du marché public ne sont pas prises sous la forme d'ordre de service.

#### **3.1-2 Délais d'exécution**

Les délais d'exécution des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

### **3.1-3 Traitement des commandes**

La fréquence des commandes est libre. Elle est en fonction des besoins des services.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du Titulaire ;
- La date et le numéro du marché ;
- La date et le numéro du bon de commande et le code service pour Chorus Pro ;
- Identification du service émetteur ;
- La dénomination de la prestation ;
- Le montant HT de la commande ;
- Le montant de la TVA ;
- Le montant TTC ;
- Le cas échéant, la référence donnée par le Titulaire (n° de devis).

Les bons de commande sont notifiés par la personne habilitée par le représentant du Pouvoir Adjudicateur au fur et à mesure des échéances prévues.

### **3.1-4 Délais de validité des bons de commande**

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre à bons de commande et pourront s'exécuter au plus tard dans un délai de 3 mois après le dernier jour de validité de l'accord-cadre à bons de commande.

## **3.2 Réexamen du marché public**

### **3.2-1 Modification du périmètre du marché**

Le périmètre fixé dans le CCTP est susceptible d'évoluer à la baisse ou à la hausse en cours de marché public.

Cette évolution fera l'objet d'une modification de marchés publics.

### **3.2-2 Cession de marché ou modification de la composition du groupement**

En dehors des cas de cession de marché public, à la suite d'une opération de restructuration du titulaire (Articles L. 2194-1 et R. 2194-6 2° du code de la commande publique), le changement du titulaire en cours de marché public est autorisé pour d'autres cas de cession tels la défaillance (redressement ou liquidation judiciaire) ou le décès du titulaire.

De même, en cas de groupement, en dehors des cas de restructuration de société, la composition du groupement pourra être modifiée en cas de défaillance (redressement ou liquidation judiciaire) ou de décès du cotraitant.

Ces changements feront l'objet de modifications de marchés publics.

Dans tous les cas, le titulaire respectera ses engagements contractuels.

## **3.3 Dématérialisation de l'exécution des marchés**

Le profil d'acheteur pourra être utilisé, pour tous les échanges qui interviendront pendant l'exécution ou pour la transmission de documents, comme par exemple les modifications.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG FCS, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur (plateforme Place), les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

## **ARTICLE 4 OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **4.1 Transmission des documents justificatifs de l'absence de motifs d'exclusion**

Conformément à l'article R 2143-8 du code de la commande publique, le titulaire devra fournir à l'acheteur, tous les six mois et ce jusqu'à la fin du marché public, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail, ainsi que les pièces prévues aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5.

En cas de sous traitance, le titulaire devra également fournir ces pièces pour son ou ses sous-traitants.

En application de l'article D8254-2 du code du travail, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2(2) employés par le titulaire du marché doit être transmise dès la notification du marché et à la demande du maître d'ouvrage pendant toute la durée du marché.

Cette liste doit préciser pour chaque salarié :

- 1° Sa date d'embauche ;
- 2° Sa nationalité ;
- 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

### **4.2 Modification des données administratives (clause de réexamen)**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché public à l'adresse suivante :

**Direction des Achats Marchés Publics**

Bâtiment 1 - 1er étage

2 Place Pierre Viala

34060 Montpellier Cedex

Email : [marches-publics@institut-agro.fr](mailto:marches-publics@institut-agro.fr)

et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné d'un extrait K BIS du registre de commerce et l'extrait de parution dans le journal d'Annonces Légales Juridiques ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- à son compte de règlement bancaire, par l'envoi d'un courrier précisant qu'il souhaite être payé à un compte autre que celui indiqué au marché public, et en joignant un RIB ou RIP avec les codes BIC et IBAN du nouveau destinataire ;
- de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché public notamment en cas de restructuration de l'entreprise. Dans ce dernier cas, si l'acheteur l'autorise, il modifiera le marché public.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation, après réception des documents nécessaires. A défaut, le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à régularisation.



#### **4.3 Obligation de conseil**

Au titre de son devoir de conseil, le Titulaire doit informer l'Institut Agro de toute modification ou évolution de normes ou réglementations relatives aux prestations définies dans le présent marché pendant toute sa durée.

#### **4.4 Discretion et confidentialité**

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

A ce titre et conformément à l'article 5 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que des informations confidentielles ne soient divulguées à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et préposés.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent contrat.

La confidentialité ne s'appliquera pas aux informations et documents qui sont publics ou le sont devenus avant divulgation.

#### **4.5 Accès**

Les immeubles de l'Institut Agro sont équipés d'un contrôle d'accès, nécessitant une prise de contact préalable avec le responsable du site, ou son représentant, avant toute intervention, en vue de la mise à disposition d'un badge d'accès temporaire ou d'un accompagnateur.

Le Titulaire doit fournir les renseignements nécessaires à l'établissement de laissez-passer permanents ou provisoires, qui peuvent être exigés pour la circulation du personnel. Aucun agent du Titulaire et de ses sous-traitants ne peut être admis s'il n'est pas muni de son laissez-passer remis par l'Institut Agro.

Le Titulaire est responsable de son personnel en toute circonstance et qu'elle qu'en soit la cause.

#### **4.6 Assurances**

Par dérogation à l'article 9.2 du C.C.A.G.-FCS, le Titulaire devra justifier, avant la notification du marché, qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution de l'accord-cadre.

Il devra également justifier de la souscription d'un contrat d'assurance automobile de type "Flotte" couvrant de manière illimitée sa responsabilité civile automobile ainsi que l'ensemble des passagers transportés pour les dommages corporels subis en cas d'accident.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

En outre, le Titulaire doit informer l'Institut Agro de toute modification afférente à son assurance, notamment la résiliation ou le changement de compagnie, dans les 7 jours qui suivent sa décision.

Le Titulaire s'engage à payer régulièrement les primes correspondantes et à justifier de la régularité de sa situation à toute demande de l'Institut Agro par la présentation des polices et quittances correspondantes.

#### **4.7 Sous-Traitance**

Le Titulaire de l'accord-cadre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de l'Institut Agro l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, s'ils ne sont pas intervenus au moment de l'offre, doivent être demandés après la conclusion de l'accord-cadre, par remise d'une déclaration spéciale, formulaire DC 4 téléchargeable à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>.

Le dossier de présentation du sous-traitant doit comporter les mêmes éléments demandés au dossier de candidature du Titulaire pour apprécier les capacités financières, professionnelles et techniques, et ce en langue française ou accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

En cas de sous-traitance de l'accord-cadre, le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'Etablissement bénéficiaire, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

### **ARTICLE 5 OPERATIONS DE VERIFICATION ET ADMISSION**

#### **5.1 Opérations de vérifications-Décisions après vérifications**

Par dérogation à l'article 27.3 du C.C.A.G-FCS, l'acheteur n'avise pas automatiquement le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. Néanmoins, le titulaire peut prendre contact avec l'acheteur pour connaître les jours et heures fixés pour les vérifications afin d'y assister ou de s'y faire représenter.

#### **5.2 Vérifications simples**

Ces opérations de vérification sont effectuées lors de la livraison des fournitures ou de la mise en service dans les conditions prévues à l'article 28.1 du CCAG FCS. Elles consistent à vérifier la qualité des fournitures ou prestations de services.

Elles consistent également à vérifier la conformité entre la quantité définie au marché public ou sur le bon de commande et celle portée sur le bon de livraison ainsi que celle effectivement livrée.

En cas de non-conformité, l'administration notifie sa décision sur le champ : le titulaire doit reprendre l'excédent ou compléter la livraison dans les délais qu'il prescrira où effectuer une nouvelle livraison de la fourniture ou de la prestation de service jugée de mauvaise qualité.

#### **5.3 Vérifications approfondies**

Ces opérations de vérification quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de la livraison des fournitures ou de la mise en service dans les conditions prévues à l'article 28.2 du CCAG FCS. Elles consistent à vérifier la conformité des fournitures livrées avec les spécifications du marché public ou de la commande.

Les vérifications prévues ci-dessus sont effectuées dans le délai maximum de :

Vérifications quantitatives : 30 jours par dérogation à l'article 28.2 du CCAG FCS

Vérifications qualitatives : 30 jours par dérogation à l'article 28.2 du CCAG FCS

#### 5.4 Décisions de l'administration

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG FCS par l'administration.

### ARTICLE 6 PENALITES

#### 6.1 Généralités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à l'application de pénalités. Les pénalités prévues au CCAG-FCS s'appliquent, sauf stipulations contraires du présent marché.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, toutes les pénalités prévues au marché sont appliquées au titulaire sur simple constat, sans qu'il ne soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable. Il appartient au titulaire d'apporter le cas échéant la preuve de l'existence d'un événement exonérateur de sa responsabilité justifiant la remise des pénalités.

Le montant total des pénalités ne peut excéder 10 % du montant maximum par lot.

Les délais de décompte des pénalités sont calculés en jours ouvrés.

Les pénalités sont cumulables et peuvent être retenues sur les sommes (précompte sur les acomptes ou sur le solde) à devoir au titulaire ou faire l'objet d'un titre de recette. Elles sont indiquées en montant hors taxes.

#### 6.2 Pénalités liées à l'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, les pénalités applicables sont fixées comme suit :

Motif	Détail	Montant ou modalité des pénalités (€ HT)
<b>Retard au départ ou au retour</b>	Retard du véhicule par rapport à l'horaire indiqué sur le bon de commande. Précisions : Tout dépassement dû à des difficultés de circulation ou à un événement de force majeure ne donne lieu à aucune pénalité, sur justification. - Toute heure commencée est due. - En cas de résiliation, les pénalités sont décomptées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.	- Retard de 30 à 60 minutes : 50 € HT par véhicule. - Retard supérieur à 60 minutes : 50 € HT × nombre d'heures de retard.
<b>Annulation ou non-présentation d'un véhicule</b>	Le véhicule n'est pas fourni ou annulé sans remplacement immédiat	50 % du montant du trajet non assuré ; le prestataire doit assurer un remplacement immédiat à ses frais.
<b>Fourniture d'un véhicule non conforme</b>	Non-respect des caractéristiques, capacité, sécurité ou confort	500 € par constat
<b>Non-respect des normes de sécurité ou</b>	Défaut d'assurance, non-respect du Code du travail ou du transport	500 € par incident grave

<b>obligations réglementaires</b>	routier, absence de contrôle des passagers	
<b>Comportement inapproprié ou manquement du chauffeur</b>	Conduite dangereuse, irrespect des passagers ou du personnel, propos ou attitude agressive, consommation d'alcool ou de substances, usage du téléphone tenu en main, ou tout comportement compromettant la sécurité ou le bon déroulement de la prestation.	1er manquement : avertissement écrit et obligation de remplacement du chauffeur pour toute prestation ultérieure. Récidive ou non-remplacement : pénalité de 500 € HT par incident
<b>Retard sur la remise des devis</b>	Devis non transmis dans le délai maximum fixé à l'article 3.1 "Demande et production des devis" du CCTP de chaque lot.	100 € par constat
<b>Retard dans la remise des tableaux de bord ou reporting</b>	Retard de transmission ou données incomplètes	50 € HT par retard, majoré de 10 € HT par jour si > 7 jours ouvrés
<b>Non-respect des obligations environnementales</b>	Conducteurs non formés à l'écoconduite ou absence de reporting GES	100 € par conducteur ou par omission
<b>Non-remise du procès-verbal</b>	Procès-verbal non complété ou non remis à l'organisateur ou accompagnateur de l'Institut Agro à l'issue de chaque prestation. Ce document est indispensable pour l'attestation du service fait.	100 € par attestation manquante

### **6.3 Pénalités pour autres litiges d'exécution**

En cas de litiges d'ordre administratif récurrents lors de l'exécution du marché telle que la non-conformité des factures (sauf stipulation spécifique concernant l'envoi des factures dématérialisées) ou des bons de livraison, des changements de référence sans accord préalable de l'établissement, ou non remise des documents demandés..., une pénalité forfaitaire de 30 euros par document non conforme pourra être appliquée.

### **6.4 Pénalités liées à la sous-traitance, au détachement et aux obligations sociales**

#### **6.4-1 Pénalités relatives à l'absence de déclaration d'un sous-traitant**

Toute sous-traitance occulte sera sanctionnée par l'application d'une pénalité de 300 euros sur simple constat de l'acheteur.

Une mise en demeure de régularisation de la situation du sous-traitant sous la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception sera adressée à l'entreprise titulaire par l'acheteur. Celle-ci encourt en sus une pénalité de 100 euros par jour calendaire de non régularisation, à compter de la date de la mise en demeure.

L'acheteur interdira l'accès à l'établissement au sous-traitant non déclaré dans l'attente de la régularisation.

La résiliation du marché public aux torts du titulaire du marché public sera prononcée en cas d'absence de régularisation dans le délai fixé par l'acheteur.

#### **6.4-2 Pénalités relatives la déclaration de détachement**

L'absence de déclaration de détachement de salariés étrangers sera sanctionnée par l'application d'une pénalité de 100 euros sur simple constat de l'acheteur.

Le défaut de communication, dans les 15 jours à compter de la demande de l'acheteur, de l'accusé de réception de la déclaration de détachement, expose l'entrepreneur à une pénalité journalière de 100 euros.

Passé le délai d'un mois, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 41 du CCAG FCS.

#### **6.4-3 Pénalités relatives au non-respect des obligations en matière de détachement de salariés étrangers**

Tout manquement aux obligations en matière de détachement de salariés étrangers sera sanctionné par l'application d'une pénalité de 300 euros sur simple constat de l'acheteur.

#### **6.4-4 Pénalités applicables en cas de non transmission de la liste nominative des salariés soumis à autorisation de travail**

Le défaut de communication, à la notification du marché ou, en cours d'exécution, dans les 15 jours à compter de la demande de l'acheteur, de la liste nominative des salariés soumis à autorisation de travail telle que mentionnée dans le présent CCAP expose le titulaire à une pénalité journalière de 100 euros.

### **ARTICLE 7 MODALITES FINANCIERES**

#### **7.1 Modalités de détermination des prix**

##### **7.1-1 Caractéristiques et contenu des prix**

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents aux mesures de protection sanitaire, au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison ou d'installation.

Les frais à la charge du titulaire, notamment les éventuels frais d'hébergement et de restauration lorsque ceux-ci sont nécessaires à la réalisation des prestations, figurent en prestations annexes du bordereau des prix unitaires (BPU) du lot concerné.

Les frais de péage et de parking sont remboursés aux frais réels, sur présentation des justificatifs correspondants.

Si des créations, majorations, diminutions, suspensions de droits et taxes frappant obligatoirement la prestation intervenaient postérieurement à la date limite fixée pour le dépôt des offres, le prix TTC serait modifié en conséquence, le prix hors taxe restant en tout état de cause inchangé.

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire correspondant à des minimas de commande, que ce soit en quantité et/ou en valeur.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

**Le marché public est traité à prix unitaires hors taxe.** Les prix unitaires du bordereau de prix seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

##### **7.1-2 Variation et prix de règlements**

**Principe général :**

À l'exception des dispositions particulières applicables au lot n°1, les prix des prestations sont révisibles annuellement à la date anniversaire de la notification du marché public.  
Selon la formule paramétrique suivante :

$$P = P_0 \times (X / Y)$$

Dans laquelle :

P : représente le prix révisé

P<sub>0</sub> : représente le prix initial

X : représente le dernier indice connu à la date de la révision

Y : représente l'indice du mois de la date limite de remise des offres

L'indice retenu est le suivant : Indice des prix de production des services de transport routier de voyageurs (CPF 49.39 – BtoB, prix de marché, base 2021), identifiant INSEE 010764327.

Les valeurs des indices x et y sont celles qui sont publiées sur le site suivant : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766679>

#### **Dispositions particulières – lot n°1 (actualisation et révision) :**

Une actualisation des prix peut être mise en œuvre uniquement pour le lot n°1, afin de tenir compte de la période comprise entre la date limite de remise des offres et la date de début d'exécution prévue à l'article 1.2 du présent CCAP.

Cette actualisation est effectuée à l'initiative du titulaire, dans les mêmes conditions de préavis et de notification que celles prévues au présent article.

Pour le lot n°1, en cas de mise en œuvre de la clause d'actualisation, les prix sont réputés fermes pendant une durée d'un (1) an à compter de la date de début d'exécution prévue à l'article 1.2 du présent CCAP. Les prix sont ensuite révisibles annuellement à la date anniversaire du marché public,

En l'absence d'actualisation, les prix des prestations sont révisibles annuellement à la date anniversaire de la notification du marché public.

#### **Clause de préavis :**

Le titulaire du marché public s'engage, à notifier à l'administration contractante par tous moyens permettant de déterminer la date avec précision (accusé de réception postal ou électronique), son bordereau de prix révisé et son nouveau tarif avec un préavis de 2 mois minimum avant la date prévue pour la révision.

Les notifications relatives aux révisions de prix devront être adressées aux coordonnées suivantes :

#### **Adresse postale :**

Direction des Achats et des Marchés Publics  
Bâtiment 1 – 1er étage – Bureau 103  
2 Place Pierre Viala  
34060 Montpellier Cedex 2

Adresse électronique : [marches-publics@institut-agro.fr](mailto:marches-publics@institut-agro.fr)

L'acheteur accepte cette révision par une lettre d'acceptation.

A défaut de transmission, le marché public s'exécutera dans les mêmes conditions financières que celles existantes avant la date prévue pour l'ajustement et sans que le titulaire ne puisse formuler aucune réclamation.

### **Clause de sauvegarde :**

La collectivité se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché public à la date de la révision du bordereau de prix, du changement de barème ou de tarif, lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 5% l'an.

Il est précisé que la clause de variation de prix mentionnée ci-dessus n'a qu'un caractère provisoire et qu'elle pourra être modifiée dans le cas où la Direction des Affaires Juridiques du Ministère de l'Economie et des Finances publierait des directives applicables en la matière.

## **7.2 Modalités de règlements des comptes**

### **Règlement du prix des prestations (clause de réexamen)**

Chaque règlement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique et les dispositions du CCAG-FCS. Le mode de règlement est le virement administratif. Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la facture

NOTA : En tout état de cause, la date de départ de prise en compte de ce délai peut être prorogée si tous les éléments constitutifs à la mise en paiement des sommes dues ne sont pas réunis.

Le règlement est effectué sur présentation d'une facture correspondant à l'exécution des prestations prévues au présent marché et constatées par le Pouvoir Adjudicateur

Les prestations sont payées à l'issue de leur exécution et de leur admission prononcée selon les modalités du présent CCAP.

Les pénalités dont le titulaire peut être redevable, sont réglées au moyen de précomptes sur les paiements à lui faire.

#### **7.2-1 Modalités de facturation**

En application des articles L.2192-1 à L.2192-7, D.2192-1 à D.2192-2 et R.2192-3 du CCP, le titulaire doit transmettre ses factures sous format électronique

**Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS** et selon les modalités définies ci-dessous.

#### **1/ Facture électronique**

Conformément à l'article R.2192-3 du Code de la Commande Publique l'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission. Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors de ce portail, la personne publique destinataire ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de l'obligation mentionnée à l'article L. 2192-1 et l'avoir invité à s'y conformer en utilisant ce portail. **Ce courrier d'information vaudra suspension du délai de paiement.**

Le dépôt de la facture électronique est obligatoire pour tous les fournisseurs de la sphère publique via la plateforme Chorus Pro.

#### **2/ Dépôt de la facture électronique :**

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;

- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- La désignation du payeur avec l'indication du code d'identification du service en charge du paiement. Le titulaire devra obligatoirement renseigner le code service correspondant à l'école concernée par la prestation :
  - o L'Institut Agro Montpellier (lot 1) : 03 ;
  - o L'Institut Agro Dijon (lot 2 et 3) : 05 ;
  - o L'Institut Agro Rennes-Angers (lot 4 et 5) : 02 ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service pourra éventuellement être exigé par l'établissement.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de la livraison des fournitures / au jour de l'exécution du service.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne ou dans un pays hors Union Européenne sans avoir d'établissement en France, celui-ci facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

### **7.3 Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans les délais prévus par le code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, en application des dispositions de l'article L.2192-13 du code de la commande publique des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement à compter du jour suivant le dépassement du délai. Il donne également lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire.

Conformément à l'article R.2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Conformément à l'article D2192-35 du code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement s'élève à 40 euros.

Les intérêts moratoires (calculés sur le montant du principal toutes taxes comprises) et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.



#### **7.4 Avance**

En application de l'article 11.1 du CCAG FCS, le titulaire et son sous-traitant admis au paiement direct bénéficient d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le marché respecte les conditions mentionnées à l'article R.2191-3.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R.2191-10 est fixé à 20%

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 10 %

Le titulaire peut y renoncer. Dans cette hypothèse, mention en est faite sur l'acte d'engagement.

Les modalités de versement de l'avance sont les suivantes :

Lorsque l'accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande prévoit un montant minimum supérieur à 50 000 euros hors taxes, l'avance est accordée en une seule fois sur la base de ce montant minimum. L'avance sera versée dans un délai de 30 jours maximum à compter de la notification de l'accord cadre et au plus tard lors de l'envoi du premier bon de commande.

Lorsque l'accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande ne prévoit pas de montant minimum, l'avance est accordée pour chaque bon de commande supérieur à 50 000 € HT, et dont la durée d'exécution est supérieure à 2 mois. L'avance sera versée dans un délai de 30 jours maximum à compter de l'envoi du bon de commande.

#### **7.5 Retenue de garantie et cautionnement**

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

#### **7.6 Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les acomptes et paiements partiels définitifs seront versés au titulaire dans les conditions prévues aux articles L 2191-4 et R 2191-20 à 29 du code de la commande publique.

#### **7.7 Cession ou Nantissement**

Les créances nées ou à naître concernant le présent accord-cadre peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles L. 2191-8 et R. 2191-45 à R. 2191-63 du CCP.

En cas de sous-traitance, le présent marché ne peut être nanti qu'à hauteur des prestations exécutées par le titulaire.

### **ARTICLE 8 SAUVEGARDE, REDRESSEMENT, LIQUIDATION JUDICIAIRE, RESILIATION ET EXECUTION PAR DEFAULT**

#### **8.1 Sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'Institut Agro. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché public.

En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, l'Acheteur adresse à l'administrateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché public, dans les conditions de l'article L.622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation du marché public est prononcée.

En cas de liquidation judiciaire, l'Acheteur adresse au liquidateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché public, dans les conditions de l'article L.641-11-1 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation du marché public est prononcée.

La résiliation prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **8.2 Résiliation**

L'acheteur peut résilier le marché public en application des dispositions des articles 38 à 43 du CCAG-FCS.

Le marché public doit être exécuté de manière correcte, avec diligence et de bonne foi. Lorsque le titulaire ne respecte pas ce principe, il engage sa responsabilité et encourt une résiliation du marché public à ses torts. Les services compétents de l'Institut Agro sont habilités pour constater négligences, manœuvres et mauvaise exécution par tout moyen. Ils en avisent l'acheteur qui décide de mettre le titulaire en demeure de se justifier et prononce, le cas échéant, la résiliation du marché public sans indemnités.

La résiliation sera prononcée aux torts du titulaire, dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS ainsi qu'en cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail permettant d'attester que le titulaire répond à ses obligations relatives au travail dissimulé.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, l'acheteur peut également résilier sans indemnité, le marché public pour tout motif d'intérêt général, et notamment en cas de passation d'un nouveau contrat plus adapté à l'évolution des besoins du service public et à des conditions financières moins onéreuses (achats mutualisés).

L'acheteur peut également résilier le marché public pour événements liés au marché public (difficulté d'exécution du marché public, rejet des fournitures, dépassement du seuil des pénalités, non-conformité aux normes, non-respect des obligations en matière de détachement de salariés étrangers.....).

Enfin, le marché public pourra être résilié pour faute, sans indemnité et après mise en demeure restée sans effet, en cas de perte de validité ou de non-production des autorisations et licences de transport exigées à l'article 4.1 du CCTP, ainsi qu'en cas de défaut de couverture ou de non-présentation des attestations d'assurances obligatoires exigées à l'article 4.3 du CCTP (notamment l'assurance responsabilité civile professionnelle et l'assurance flotte automobile).

## **8.3 Exécution par défaut**

L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché public, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché public prononcée aux torts du titulaire, conformément à l'article 45.1 du CCAG-FCS.

# **ARTICLE 9 DISPOSITIONS PARTICULIERES**

## **9.1 Langue**

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue Française ou accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **9.2 Droit applicable**

Le droit applicable au présent accord-cadre est le droit français.

### 9.3 Monnaie

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix libellé en euro reste inchangé en cas de variation de change.

## ARTICLE 10 DIFFERENTS ET LITIGES

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché conformément à l'article 46 du CCAG FCS.

En cas d'échec de la démarche amiable, seul le tribunal administratif compétent en application de l'article R.312-11 du code de justice administrative modifié pourra être saisi.

Les litiges portant sur des actions civiles relatives à la propriété littéraire et artistique relevant de l'article L. 331-1 du code de la propriété intellectuelle sont portés devant la juridiction judiciaire compétente.

## ARTICLE 11 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations aux C.C.A.G.-Fournitures Courantes et Services, explicitées dans les articles, sont apportées aux articles suivants :

Article du CCAP effectuant la dérogation	Article du CCAG-FCS concerné
1.1-3-1 Evolution technologique ou technique	Article 38 du CCAG FCS
2.1 Pièces contractuelles	Article 4.1 du CCAG FCS
2.1 Pièces contractuelles	Article 4.2.1 du CCAG FCS
3.1-1 Ordres de service	Article 2 du CCAG FCS
4.6 Assurance	Article 9.2 du CCAG FCS
5.1 Opérations de vérifications-Décisions après vérifications	Article 27.3 du CCAG FCS
5.3 Vérifications approfondies	Article 28.2 du CCAG FCS
6.1 Généralités	Article 14.1.1 du CCAG FCS
6.2 Pénalités liées à l'exécution des prestations	Article 14 du CCAG FCS
8.2 Résiliation	Article 42 du CCAG FCS